Les dépossession du paysage. Injustices paysagères, clivages locaux et mécanismes d'exclusion dans le géoparc de Sitia (Crète)

*Dispossessions of Landscapes. Landscape Injustices, Local Rifts and Mechanisms
of Exclusion in the Sitia Geopark (Crete)*

Patrick Moquay et Kalliope Padiaditi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/19864>

DOI : 10.4000/paysage.19864

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Patrick Moquay et Kalliope Padiaditi, « Les dépossession du paysage. Injustices paysagères, clivages
locaux et mécanismes d'exclusion dans le géoparc de Sitia (Crète) », *Projets de paysage* [En ligne], 24 |
2021, mis en ligne le 20 septembre 2021, consulté le 01 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/19864> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.19864>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2021.

La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les dépossessions du paysage. Injustices paysagères, clivages locaux et mécanismes d'exclusion dans le géoparc de Sitia (Crète)

Dispossessions of Landscapes. Landscape Injustices, Local Rifts and Mechanisms of Exclusion in the Sitia Geopark (Crete)

Patrick Moquay et Kalliope Pediaditi

- 1 Les projets de développement affectant les paysages génèrent des conflits toujours plus nombreux, des luttes contre les infrastructures autoroutières aux implantations d'éoliennes (Cherqui et Bombenger, 2019). Ces conflits révèlent une sensibilité au paysage qui semble se renforcer et s'affirmer, en même temps qu'ils soulignent la dimension politique du paysage et son potentiel de polarisation. Alain Nadaï et Olivier Labussière (2014), par exemple, montrent comment l'émergence d'un projet d'énergie éolienne crée de fortes oppositions au sein d'un village rural qui semblait jusqu'alors former une communauté unie. C'est que le paysage est porteur d'une double dimension symbolique, en exprimant les valeurs d'une communauté (Olwig et Mitchell, 2007) et en révélant, via les choix d'aménagement, les marges de manœuvre et capacités d'action des différents acteurs ou opérateurs, locaux ou extérieurs. Ludger Gailing et Markus Leibenath (2017) expriment le besoin de recherches visant à inclure les valeurs ou les intérêts liés au paysage et à ouvrir ce faisant de nouveaux espaces de débat et de conflit. Les intérêts divergents des acteurs et leurs usages potentiellement inconciliables de l'espace conduisent nécessairement à des rapports de force, qui président à l'aménagement des paysages (Calderon et Butler, 2020).
- 2 De nombreux appels en faveur de pratiques démocratiques se concentrent sur l'espoir de résoudre les conflits par la confrontation et l'argumentation pacifiques. La participation effective des populations ou des acteurs concernés aux processus de décision est ainsi une question lancinante dans nos démocraties. Soulignons ici les paradoxes de la participation, dénoncée très tôt comme un outil potentiel de

manipulation des groupes locaux ou des habitants par la technocratie qui porte les dispositifs participatifs (Godbout, 1983). De nombreuses méthodologies ont été expérimentées pour outiller l'expression des populations sur leur paysage (voir par exemple Faburel et Chevallier, 2015, ou Luginbühl, 2015), sans réellement lever l'hypothèque du pilotage expert (Blatrix, 2012).

- 3 Au final, les processus de participation ne parviennent ni à intégrer l'ensemble de la communauté, ni à résoudre ses conflits internes (Calderon, 2020 ; Clausen, 2017). En fait, il ne peut y avoir de consensus sur les objectifs de planification, du fait même qu'ils touchent à la structure des intérêts en cause (Hillier, 2003). De ce fait, il est nécessaire d'identifier et de rendre explicites les jeux de pouvoir à l'œuvre dans les processus de planification (Walker et Fortmann, 2003).
- 4 Des contributions récentes appellent à s'éloigner de l'objectif d'amélioration des méthodes procédurales participatives qui visent à former un consensus (Calderon et Butler, 2020). Elles suggèrent de renoncer à une telle position normative et procédurale, afin d'adopter ce qu'elles appellent une approche substantielle du pouvoir. Cela implique de reconnaître et de révéler l'importance et le rôle des conflits et des relations de pouvoir au sein d'une communauté. La participation, ici, ne vise pas à réduire ces différences ni à résoudre les conflits (Blondiaux, 2008), mais à les rendre publics et conscients – dans le but de modifier l'équilibre des pouvoirs au sein de la communauté, ou du moins de diminuer la légitimité des processus injustes.
- 5 Le concept de justice paysagère occupe une place notable dans la littérature récente sur le paysage (Setten et Brown, 2012 ; Mueller *et al.*, 2019), particulièrement dans les approches de la géographie culturelle anglo-saxonne (Wylie, 2015). La justice paysagère est ici comprise comme le traitement équitable des intérêts respectifs dans l'aménagement du paysage, ce qui nécessite la libre expression et la pleine compréhension des besoins et des aspirations des différents groupes ou personnes de la communauté. Ce concept vient ainsi résumer et révéler les relations de pouvoir qui façonnent le paysage et ses usages, et s'y expriment.
- 6 Don Mitchell (2008, p. 33) nous invite à examiner plus en profondeur « ce qu'est la lutte dans et sur le paysage¹ ». De même, Gunhild Setten et Katrina M. Brown affirment :
 « Parce que le paysage est tout sauf évident, nous devons comprendre comment le paysage obscurcit les rouages du pouvoir et de l'injustice ». Et les mêmes auteurs ajoutent en conclusion qu'il est nécessaire « de penser le paysage de manière plus relationnelle, où l'interrogation de diverses (dé)connexions et mobilisations de paysages représentatifs et matériels à travers les espaces et les échelles conduit à une meilleure compréhension de la manière dont l'injustice est créée et maintenue, et finalement travaille à y remédier. » (Setten et Brown, 2012, p. 248 et 250.)
- 7 Dans cette optique, nous revenons dans la suite de l'article sur le concept d'injustices paysagères et élaborons un cadre d'analyse ainsi qu'une démarche d'enquête empirique destinés à débusquer ces injustices. Nous appliquons ensuite cette démarche à une étude de cas dans le géoparc de Sitia, en Crète. L'examen des perceptions des injustices paysagères exprimées par les habitants permet d'y reconsidérer la polarisation conflictuelle de la société locale. Nous répondons ainsi à l'appel de Camilo Calderon (2020) de « dénicher le politique » dans les pratiques de planification, tout en nous concentrant sur un aspect particulier de cette dimension politique (c'est-à-dire en l'occurrence agonistique) : la question de la justice paysagère et les perceptions des injustices paysagères.

Identifier les injustices paysagères

- 8 Dans cette première partie, nous cherchons à cerner le concept d'injustice paysagère et à en proposer un cadre d'analyse opérationnel.

Le concept d'injustice paysagère

- 9 Le terme d'injustice paysagère découle de celui d'injustice environnementale, qui lui-même recouvre les inégalités de conditions entre groupes sociaux dans leurs manifestations environnementales. Chris Dalglish (2012, p. 328) considère que « la justice paysagère est une question d'accès équitable aux bénéfices potentiels du paysage et de participation significative de tous ceux qui ont un intérêt suffisant dans les plans, décisions et actions relatifs à un paysage ». On relève ici deux dimensions de mesure de la justice, l'une relative à l'accès au paysage – autrement dit la possibilité d'en jouir –, l'autre relative à la participation. Aucune de ces dimensions n'est aisée à caractériser et/ou à satisfaire. Nous n'approfondirons pas ici la question de la participation, pour nous concentrer avant tout sur l'accès au paysage et la jouissance du paysage.
- 10 Définir et réaliser un accès équitable aux bénéfices potentiels du paysage n'est en aucun cas une tâche simple, et ce d'autant plus que l'on adopte une conception relationnelle du paysage, comme expression des rapports matériels et idéels d'une communauté à son environnement. Anna Jorgensen (2016, p. 4) souligne la fusion des facteurs (et des effets) sociaux, culturels, économiques et environnementaux dans l'injustice paysagère, qui désigne dès lors « l'injustice environnementale sociale dans des contextes paysagers particuliers ». Au niveau local, la caractérisation de l'égalité d'accès au paysage renvoie à un ensemble de facteurs tenant aux activités professionnelles et au rapport à l'espace qu'elles induisent ou suscitent, aux usages et comportements légitimes et valorisés dans les milieux sociaux considérés, donc aux pratiques culturelles, aux représentations sociales, mais aussi aux contraintes juridiques, notamment foncières, et financières. Jorgensen (*ibid.*, p. 4) ajoute que « les causes de l'injustice sont multiples, entrelacées, complexes et en rapide évolution, et qu'elles opèrent à de multiples échelles géographiques et temporelles ou frontières politiques et disciplinaires ».
- 11 La difficulté pour le chercheur est de définir un cadre non réducteur d'appréhension des inégalités paysagères, qui permette à la fois de poser les dimensions significatives du concept tout en restant ouvert à ses manifestations polymorphes et surtout à la diversité des injustices telles qu'elles sont ressenties, traduites et exprimées par les intéressés eux-mêmes.

Une grille d'analyse des injustices paysagères

- 12 Pour les besoins de notre recherche, qui visait l'examen structuré des injustices paysagères du point de vue des perceptions des communautés locales, nous avons conçu un cadre d'analyse reprenant des catégories évoquées par Dalglish (2017), O'Connor (1998) et Olwig et Mitchel (2007). Il en résulte trois registres d'expression des injustices paysagères : l'adéquation entre objectifs paysagers et besoins exprimés, la distribution des préjudices et avantages, et les modalités de production.

L'adéquation entre objectifs paysagers et besoins exprimés

- 13 Kenneth R. Olwig et Don Mitchell (2007, p. 529) estiment que la Convention européenne du paysage cherche à traiter la question du maintien de « l'expression de la terre – ses formes et ses objectifs » afin qu'elle continue à correspondre à « l'expression des besoins, des désirs et des capacités des populations ». En suivant ces auteurs, on peut soutenir que l'absence d'adéquation entre l'expression des objectifs paysagers portés par les institutions et l'expression des besoins et des désirs de la communauté habitante locale en matière de paysage serait une manifestation des injustices sous-jacentes. Cependant, il existe peu d'indications dans la littérature sur la manière d'évaluer une telle adéquation dans la pratique.
- 14 Dans les cas de controverses, les expressions publiques des différents groupes concernés forment bien évidemment un matériau de premier plan pour identifier les objets et les motifs d'insatisfaction. Au-delà, afin de juger d'une telle adéquation ou inadéquation entre objectifs et besoins, nous proposons d'explorer les perceptions des valeurs attribuées au paysage², ainsi que l'expression des visions du paysage futur des personnes enquêtées. Un travail d'interprétation est alors requis, afin de déterminer les éventuels désajustements entre les aspirations des différents groupes au sein de la société locale et les orientations retenues par les institutions en charge de l'aménagement et de la gestion des paysages. Notons que l'expression de valeurs ou d'interprétations communes du paysage peut être constitutive d'une identité locale – ou du moins propre à certains groupes au sein de la population locale –, liant de fait rapport au paysage et constitution politique du groupe.
- 15 Un indicateur supplémentaire de l'inadéquation entre objectifs paysagers institutionnels et aspirations des habitants peut être tiré des perceptions d'un « beau paysage », tel que Lowenthal (2007) l'évoque. La manière dont les habitants caractérisent ou décrivent la beauté d'un paysage peut attester de son adéquation ou non à leurs attentes.

La distribution des préjudices et avantages

- 16 Chris Dalglish *et al.* (2018, p. 520) précisent que la justice paysagère « est une question de répartition des préjudices et des avantages liés au paysage ». Les transformations d'un paysage, quelles qu'en soient les origines, viennent affecter des usages existants et en transformer les conditions d'exercice. Ce faisant, elles modifient la répartition des opportunités, des aménités et des nuisances induites par ce paysage.
- 17 Les injustices en matière de distribution sont inextricablement liées aux questions de propriété foncière, mais elles ne s'y résument pas, notamment du fait que la jouissance du paysage ne requiert pas nécessairement la détention de droits réels sur le foncier. Néanmoins, nombre d'usages des sols étant régis par les droits fonciers, ces derniers sont une dimension récurrente des conflits liés au paysage.
- 18 L'analyse de la justice paysagère dans la répartition des préjudices et des avantages est étroitement liée aux débats éthiques, plus difficiles à aborder (Light, 2002). Nous ne prétendons pas ici statuer sur la légitimité ou même la validité ou véracité des expressions d'injustices paysagères ; nous cherchons plus modestement à repérer et à documenter les inégalités de distribution telles que ressenties par les acteurs interrogés.

La production des injustices paysagères

- 19 Plusieurs critères peuvent être déclinés, qui s'attachent aux modalités de production des injustices paysagères. Alors que le registre précédent d'expression s'intéresse au résultat des modalités d'instauration du paysage, en matière d'accès et de jouissance des aménités paysagères, il s'agit ici de s'attacher à ces modalités elles-mêmes, donc au processus produisant les transformations du paysage (dont les processus de décision afférents), et à la manière dont les différentes composantes de la société locale y sont associées. Ce critère de justice est identifié par James O'Connor (1998) sous l'appellation de justice productive, à savoir l'implication dans les choix et les décisions relatifs au paysage, ou leur contrôle. La justice productive fait référence aux mécanismes de distribution et à leur équité.
- 20 Dalglish *et al.* (2018), pour leur part, évoquent ici trois dimensions : les injustices procédurales, les injustices de reconnaissance et les injustices en matière de capacités. La justice procédurale s'intéresse en particulier à « l'équité dans la manière dont les décisions sont prises concernant le paysage » (*ibid.*, p. 520). Les injustices de reconnaissance sont caractérisées par le fait que différentes voix sont reconnues et se voient accorder une légitimité, ou au contraire sont ignorées, ou bien encore que l'accès au processus de décision leur est refusé. Enfin, les injustices en matière de capacités renvoient à la capacité des habitants à atteindre les résultats qu'ils souhaitent en ce qui concerne le paysage.

Analyser les injustices paysagères dans le géoparc de Sitia

- 21 Les trois registres d'expression qui viennent d'être déclinés constituent au final une grille d'analyse qui permet d'identifier et de caractériser les injustices paysagères. Nous proposons d'appliquer cette grille d'analyse au cas du géoparc de Sitia, en Grèce.

Le géoparc de Sitia

- 22 Le géoparc de Sitia se trouve sur la côte orientale de l'île de Crète (figure 1). Les limites du géoparc, reconnu en 2015 comme *Unesco Global Geopark* pour ses 400 grottes explorées et ses 100 géotopes, correspondent à la municipalité de Sitia, amputée d'une petite partie au nord-est. Les géoparc sont des espaces au patrimoine géologique remarquable, qui se dotent d'une stratégie de gestion holistique associant protection, éducation et développement durable. Cette stratégie se décline dans un plan de gestion, qui fixe les objectifs de l'équipe en charge du géoparc. Le géoparc de Sitia, créé à l'initiative de la communauté scientifique, est géré par la municipalité de Sitia, assistée d'un comité consultatif rassemblant des acteurs locaux.
- 23 Sitia est située dans l'un des espaces les moins aménagés d'Europe, réputé pour sa biodiversité unique, ses formations géologiques impressionnantes, ses paysages naturels arides et balayés par les vents, sa culture et son histoire riches (Rackham et Moody, 1996). Cela en fait une destination touristique alternative relativement attractive, attirant les randonneurs et plus largement un tourisme axé sur la nature.

Figure 1. Localisation du géoparc de Sitia en Grèce et carte schématique du géoparc

- 24 Selon le recensement de 2011, la municipalité de Sitia compte 19 729 habitants, dont 73,6 % vivent dans la ville éponyme, et les 26,4 % restants dans les villages dispersés sur le littoral et dans les montagnes. Ces villages, avec une population vieillissante, sont en voie de dépeuplement rapide (figure 2).

Figure 2. Village de Karidi

Source : Patrick Moquay, 2017.

- 25 Au cours des vingt dernières années, la zone a été soumise à des pressions externes pour des projets de développement controversés tels que des projets d'énergie renouvelable à grande échelle et des propositions de résidences de golf, auxquels une partie de la population locale s'est opposée, polarisant la communauté locale pendant plus de deux décennies (Korfiati, 2020).
- 26 Le géoparc de Sitia constitue un cas intéressant pour l'étude des injustices paysagères, puisque la toute première manifestation populaire³ motivée par le paysage en Grèce s'y

est déroulée en 2008. La manifestation s'opposait à une proposition de développement du tourisme de golf (7 000 lits et 3 terrains de golf), portée par un investisseur britannique sur le site de Cavo Sidero, à l'extrémité nord-est de la Crète. La campagne populaire a été couronnée de succès en 2010, lorsque la Cour suprême a statué en faveur des opposants locaux, mais les investisseurs ont fini par l'emporter en 2017, lorsque la même Cour a statué en faveur de la société dans l'appel contre la proposition révisée, et plus modeste (2 500 lits et 1 terrain de golf), renommée Itanos Gaia, située comme la précédente en zone Natura 2000.

- 27 Par ailleurs, on trouve dans la zone du géoparc les plus grands sites de production d'énergie renouvelable en Crète à ce jour (figure 3), et de nouvelles installations y sont programmées, malgré les protestations ouvertes de certains habitants, résidant principalement dans les villages ruraux (figure 4).

Figure 3. Concentration d'éoliennes sur les plateaux aux alentours de Karidi

Source : Sitia Geopark, 2020.

Figure 4. Résidents des villages réclamant l'arrêt des implantations d'installations de production d'énergie renouvelable dans le géoparc

Source : Sitia Geopark, 2020.

- 28 Les moyens de subsistance de la majorité des habitants du géoparc dépendent du tourisme alternatif, porté par des structures de taille modeste, basé sur la nature et la culture ainsi que de l'agriculture, la population active occupant plusieurs emplois entre le tourisme en été et les activités agricoles en hiver (Korfiati, 2019). Des questions de

justice paysagère se posent quant à la compatibilité des projets de tourisme de golf et de développement énergétique d'échelle industrielle avec les activités des communautés villageoises et leurs usages actuels de l'espace, qui produisent les paysages caractéristiques de la région (figures 5 et 6).

Figure 5. Église et oliveraie près d'Azokeramos, au nord de Zakros

Source : Patrick Moquay, 2017.

Figure 6. Oliveraies près de Zakros

Source : Patrick Moquay, 2017.

- 29 En outre, la polarisation à long terme au sein de la communauté locale entre les opposants et les partisans des projets de développement constitue un banc d'essai intéressant pour l'analyse structurée et explicite des injustices paysagères et leur prise en compte par la communauté locale elle-même. Comme l'indique un examen historique des médias et des communiqués de presse locaux de 2006 à 2017, de nombreux protagonistes des conflits publics locaux mobilisent des arguments liés au

paysage. Les injustices paysagères peuvent être au cœur du conflit interne à la communauté, d'où l'intérêt d'une analyse structurée de ces injustices.

Une enquête compréhensive sur les perceptions du paysage

- 30 Notre enquête s'est déroulée dans un cadre de recherche-action visant à accompagner l'équipe du géoparc de Sitia dans l'élaboration des documents de gestion, en recueillant les perceptions et attentes de membres de la population locale. Conscients de la forte polarisation existant au sein de la communauté, dans laquelle différents conflits s'exprimaient, nous avons cherché à identifier et à classer systématiquement les perceptions du paysage.
- 31 Trois objectifs clés étaient ainsi poursuivis simultanément :
- contribuer au futur plan de gestion du géoparc ;
 - encourager un dialogue ouvert avec la communauté locale, concernant le paysage du géoparc et les injustices perçues. Compte tenu de la polarisation de la communauté concernant les questions de paysage, ce n'était pas un défi négligeable ;
 - identifier et expliquer les injustices paysagères telles qu'elles sont perçues par les acteurs locaux.
- 32 La recherche repose sur l'analyse de différentes sources et séries de données, sur une période allant de 2008 à 2017, en utilisant une variété de méthodes⁴ : l'analyse des documents officiels émanant de la municipalité ; un concours de dessins (en classes primaires), de photos et de rédaction (pour les collégiens et lycéens) ouvert à tous les enfants scolarisés de 6 à 18 ans (figure 7) ; 45 entretiens semi-dirigés auprès d'acteurs locaux (représentants politiques⁵ ; agents des services publics locaux ; membres des associations locales culturelles, agricoles et touristiques) ; 4 ateliers ouverts à la population locale⁶ ; et l'analyse des commentaires accompagnant la signature de la pétition en ligne « Sauvons le paysage crétois » de 2008⁷.

Figure 7. Exposition des dessins et photos issus de l'enquête auprès des enfants, Sitia

Source : Kalliope Pediaditi, 2017.

- 33 Notre analyse se concentre sur les réponses aux questions concernant les perceptions des acteurs des communautés locales sur :
1. les valeurs (sociales, environnementales, économiques...) du paysage et les menaces auquel il est confronté ;
 2. les injustices paysagères ;
 3. les causes de ces injustices paysagères ;
 4. la vision réaliste de leur paysage dans 25 ans ;
 5. la vision idéale de leur paysage dans 25 ans ;
 6. les actions nécessaires pour réaliser leur vision idéale.
- 34 Le fait de poser des questions directes sur un sujet sensible comme les injustices paysagères peut induire un biais entre les acteurs politiquement engagés et conscients, qui n'hésiteront pas à saisir l'occasion de s'exprimer, et les membres de la communauté plus prudents, anxieux ou non politisés, qui peuvent être réticents à porter un jugement ou à prendre position publiquement. De plus, cette modalité d'enquête réifie le concept d'injustice paysagère et l'impose comme catégorie d'analyse aux interviewés, pour qui il peut être *a priori* totalement étranger ou abscons. Néanmoins, cette stratégie est utile pour permettre la collecte d'opinions explicites qui résultent de la structuration progressive des conflits ou des débats au sein de la communauté⁸. De fait, les répondants réinterprètent les questions selon leurs propres catégories.
- 35 Une seconde stratégie, indirecte, a été utilisée pour identifier les injustices paysagères, en analysant l'écart entre la vision idéale du paysage à laquelle les participants aspirent et la vision réaliste qu'ils anticipent. Cela nous permet d'identifier les valeurs et les menaces, telles qu'elles sont exprimées par les parties prenantes elles-mêmes.
- 36 Au total, les dessins, photos et rédactions collectés dans les écoles ont été codés en fonction des principales valeurs paysagères et des menaces mises en évidence par les enfants. En parallèle, les 45 entretiens semi-structurés ont été transcrits, les réponses codées et l'analyse du contenu effectuée. En outre, les expressions de protestation écrites des 114 signataires locaux de la pétition électronique de 2008 ont également été analysées.
- 37 Des notes ont été prises au cours des 4 ateliers communautaires locaux, auxquels plus de 150 personnes ont participé (figure 8). Elles ont été analysées avec les réponses écrites produites par chaque groupe, concernant la vision commune souhaitable du paysage durable à 25 ans, les valeurs et menaces environnementales, économiques et sociales communes et les recommandations d'actions et de mesures afin de réaliser la vision. Cette pléthore de données individuelles et collectives sur les mêmes questions a permis une analyse plus approfondie des différences et des points communs dans les perceptions des injustices du paysage.

Figure 8. Séance de travail par groupes, lors d'un des 4 ateliers participatifs

Source : Sitia Geopark, 2017.

Les injustices paysagères perçues dans le géoparc de Sitia

- 38 Nous proposons d'analyser les perceptions des injustices paysagères au sein du géoparc de Sitia, au regard des registres d'expression précédemment exposés.

L'inadéquation entre objectifs institutionnels et aspirations

- 39 Les paysages auxquels aspirent les personnes ayant participé aux enquêtes paraissent en complet décalage par rapport aux transformations paysagères en cours et aux projets portés par les institutions locales. Le paysage, rapport largement abstrait ou contemplatif dans les témoignages recueillis (qui évoquent peu la fréquentation physique ou la pratique effective de l'espace), semble former une couche autonome par rapport au monde de la planification officielle.
- 40 Les résultats les plus probants ont été obtenus lors du concours de rédaction auquel ont participé 61 collégiens et lycéens. La majorité des élèves (77 %) ont envisagé leur paysage, leur village, leur quartier, comme étant abandonnés. Les 23 % restants ont décrit avec plus d'optimisme l'avenir de leur village, entrevu avec davantage de tavernes et de cafés dans les rues principales. Aucun n'a évoqué de grands projets de développement, de quelque nature que ce soit. Le résultat le plus important est cependant qu'aucun des collégiens ou lycéens participants ne s'imaginent vivre dans son village ou son quartier dans 25 ans ! Tous les élèves ont écrit leur récit comme s'ils revenaient de loin dans leur pays après de nombreuses années, ce qui est sans doute un

indicateur important du manque d'adéquation entre les réalisations et objectifs actuels d'aménagement et les besoins et désirs des jeunes. Cela peut également recouvrir un clivage intergénérationnel, les attentes en matière de paysage des jeunes et des générations plus âgées étant possiblement différentes.

- 41 Dans les entretiens, 75 % des personnes interrogées expriment comme vision réaliste un paysage futur déserté, ce qui est conforme aux visions des élèves. À l'inverse, à la question du paysage futur idéal, 95 % ont répondu « voir les villages revivre », des réponses étonnamment homogènes, étant donné qu'il s'agissait d'une question ouverte. Une minorité de 5 % a fait référence à la concrétisation de grands investissements dans la région, comme la résidence de tourisme de golf.
- 42 Si l'on considère la forte polarisation au sein de la communauté et le conflit ouvert exprimé entre les parties prenantes interrogées, on constate un consensus inattendu à l'analyse des valeurs paysagères clés de la région : la paix et la tranquillité de l'environnement de la communauté locale ; les traditions impliquant la gastronomie, la musique, la danse, la poésie ; la beauté sauvage du paysage et les caractéristiques géologiques telles que les grottes, soulignant des valeurs scientifiques et touristiques. La valeur historique du paysage, due à la pléthore de sites archéologiques anciens, et la valeur paysagère liée aux produits de haute qualité (huile, vin, miel, etc.) ont été reconnues par tous, tant lors des entretiens que des ateliers.
- 43 Lorsqu'on les interroge sur les valeurs du paysage, les personnes enquêtées mentionnent la beauté naturelle avant tout en tant que produit touristique, susceptible de générer une valeur économique ultérieure. Cette vision s'oppose aux perceptions de la dégradation esthétique du paysage exprimées par les personnes les plus âgées, qui y voient le stigmate de la désertification et de l'abandon du paysage rural, ainsi que de sa dégradation due aux infrastructures d'énergie renouvelable. Les jeunes générations expriment également une appréciation négative de la « nature sauvage », vue comme un espace méconnu et inhospitalier, voire dangereux, que de fait ils ne fréquentent pas. La perception de la beauté du paysage reste très minoritaire. Au total, tant l'état actuel des paysages que les objectifs paysagers poursuivis par les institutions ne sont manifestement pas l'expression des besoins ou des attentes effectives des populations.

Les injustices en matière de distribution

- 44 La distribution des avantages et des nuisances en matière de paysage (ou plus exactement de transformation des paysages) se décline sur différents plans.
- 45 À la question directe de l'entretien, « Pensez-vous qu'il y a eu des injustices liées au paysage », les réponses ont dans tous les cas inclus une comparaison de la zone du géoparc avec d'autres zones de l'île. La dimension spécifiquement paysagère est délaissée par les répondants au profit de considérations territoriales. Ils estiment que Sitia ne bénéficie pas d'une attention égale de l'État et d'une répartition équilibrée des investissements et des services publics, tels que le réseau routier et les transports publics, les subventions des programmes de développement, les services médicaux, etc. Un sentiment d'isolement et de sous-développement, également relevé par Korfiati (2019), a été couramment exprimé dans les entretiens et les ateliers.
- 46 L'injustice se traduit ici principalement par le manque de développement touristique par rapport aux autres régions de Crète. Ce développement touristique comparativement limité est perçu par les habitants comme une cause principale du

déclin de la population. Il est décrit comme un effet secondaire du manque de développement du réseau routier mais aussi des nombreuses désignations de zones protégées imposées par les autorités nationales. Cela concerne les sites Natura 2000 comme les centaines de sites archéologiques ou géologiques protégés, qui sont perçus par la majorité des personnes interrogées (mais pas par les enfants) comme des obstacles au développement économique.

- 47 Une autre injustice, perçue en matière de répartition des préjudices, est la concentration des infrastructures de production d'énergie renouvelable, mise en avant comme une inégalité par rapport au reste de la Grèce, qui serait moins touché par le phénomène. Le développement de ces infrastructures est considéré comme une détérioration de la valeur d'agrément du paysage, réduisant le potentiel touristique de la région. Une personne interrogée déclare ainsi : « Nous sommes devenus la décharge nationale pour toutes les activités non désirées. » L'État a joué un rôle crucial dans la classification des terres privées en tant que forêts, dont la gestion a été transférée à l'État, et qui ont été louées à des investisseurs dans le domaine des énergies renouvelables (*ibid.*). Les habitants y relèvent une grande injustice, en raison non seulement des dommages visuels causés au paysage (figures 9 à 11), mais aussi du sentiment de dépossession de leurs terres, pour un rendement négligeable et des avantages limités pour la population locale car pratiquement aucun emploi n'a été créé (Korfiati, 2020).

Figure 9. Sites de production photovoltaïques entourant le village de Sitanos

Source : Sitia Geopark, 2021.

Figure 10. Le village de Sitanos dominé par un site de production photovoltaïque

Source : Sitia Geopark, 2017.

Figure 11. Site de production photovoltaïque à proximité de Sitanos

Source : Sitia Geopark, 2017.

- 48 Le projet de tourisme de golf a été critiqué dans la pétition électronique et les entretiens pour le gaspillage de ressources précieuses telles que l'eau, avec des retours économiques à long terme jugés minimes pour les communautés locales. L'eau, ressource rare, se voit ainsi détournée des pratiques agricoles locales (auxquelles la majorité de la population locale participe), pour des activités touristiques élitistes telles que le golf (Briassoulis, 2010).
- 49 Dans le cas du projet de golf immobilier, on pourrait soutenir que les principales injustices sont liées à la dépossession historique des terres. À la suite de la conquête de la région par les Ottomans, en 1646, les habitants ont cédé leurs terres à l'Église afin d'éviter leur imposition. Le monastère de Toplou est ainsi devenu propriétaire de plus de 30 000 acres. Au final, la propriété foncière du monastère a été transférée à une institution *ad hoc*, nommée Panagia Akrotiriani, qui a ensuite loué 25 000 acres de terres à une société de développement britannique pour 90 ans, afin d'y réaliser les golfs et résidences de tourisme. Les questions de justice en matière de propriété foncière et de répartition des bénéfices se posent clairement dans le cadre de ce projet, dans lequel les terres données initialement à l'Église par les habitants pour la

protection de la paroisse locale contre un pouvoir impérial ont ensuite été transférées à une société étrangère.

- 50 Qu'il s'agisse de la désignation de zones de protection, du développement d'énergies renouvelables ou de projets de complexes de golf, les acteurs locaux perçoivent des injustices en matière de répartition inégale des bénéfices et des préjudices, à l'avantage d'acteurs extérieurs, tels que les investisseurs étrangers et l'État. Korfiati (2019), dans une étude approfondie, illustre le rôle crucial de l'État et des intérêts financiers extérieurs dans la dépossession des terres et la réorientation de leurs usages vers des fonctions exclusives échappant aux populations locales.

Les injustices en matière de capacités

- 51 Parmi les critères envisagés pour l'examen et la mise à jour des mécanismes de production des injustices paysagères, nous laisserons de côté les éléments procéduraux relatifs aux processus de prise de décision, pour nous centrer sur les injustices ressenties quant aux capacités des acteurs.
- 52 Lors des entretiens et des ateliers, certains participants ont évoqué le manque de soutien technique indépendant, par exemple une université ou un établissement scientifique implanté dans la région, qui puisse faire des recherches sur les besoins locaux et les soutenir. Les attentes exprimées ici sont clairement liées au désir de répondre aux projets de production d'énergie renouvelable par des arguments scientifiques relatifs à la nécessité (pour les opposants aux aménagements projetés) de protéger les paysages.
- 53 Par ailleurs, au cours des entretiens et des ateliers, organisés dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion du géoparc, il a été demandé aux participants de proposer leurs idées et leurs projets pour la gestion durable du paysage. Beaucoup avaient de très bonnes idées, mais manquaient de confiance dans leurs capacités à les réaliser⁹. Lors d'une consultation menée avec les coordinateurs du géoparc, il est apparu que les « capacités » étaient un problème sérieux, entravant la participation des associations et des groupes communautaires locaux. Même si les acteurs locaux avaient une connaissance approfondie de leurs paysages, de leurs valeurs environnementales et culturelles, ainsi que des idées sur la manière de les préserver ou de les améliorer, ils manquaient de compétences en matière de gestion de projets et de confiance dans leurs capacités à les faire aboutir.
- 54 Bien que les méthodes de gestion collaborative et les méthodes d'engagement communautaire soient prônées dans la littérature spécialisée (Buono *et al.*, 2012 ; Schusler *et al.*, 2010), elles requièrent certaines conditions préalables qui ne sont pas nécessairement réunies sur le terrain d'étude, où il existe une expérience limitée (voire inexistante) des processus de collaboration entre les parties prenantes. Cela appelle à développer des compétences supplémentaires dans les processus de collaboration, à acquérir une expérience et de la pratique, ce qui demande du temps.
- 55 De manière caractéristique, nos ateliers ont représenté pour les participants la première opportunité de participation à des événements de délibération structurés. Les réactions des participants ont été positives : « c'était très constructif, nous avons en fait réussi à travailler ensemble », « nous avons tendance à regarder chacun notre propre village, ici vous nous avez fait travailler ensemble pour le plus grand bien de la

région ». De façon significative, le directeur du géoparc considère ces ateliers comme un moment fondateur dans la relation entre le géoparc et les acteurs associatifs locaux.

- 56 Ce constat est conforme aux recommandations de Dalglish (2012 et 2017) concernant le rôle des experts, qui devraient aider les communautés locales à travailler de manière intégrée en mettant en évidence la complexité du paysage.

Les injustices paysagères comme facteur de polarisation de la société locale

- 57 Un schéma commun aux différentes controverses a été observé dans le cas de Sitia : l'ingérence extérieure a engagé une série de processus conduisant à une réduction des droits fonciers et de l'accès aux ressources des communautés locales, que ce soit pour la protection de l'environnement ou les projets de développement. Ce schéma renforce la conclusion de Ludger Gaillin et Markus Leibenath (2017) selon laquelle un paysage n'est pas simplement « l'expression des valeurs, conventions, coutumes et pratiques d'une communauté politique [*polity*] » (selon la formule d'Olwig, 2007, p. 591), mais plutôt de celles des groupes dominants au sein de la communauté politique considérée.
- 58 L'intérêt de considérer les injustices de manière structurée dans les communautés polarisées, comme ce fut le cas dans le géoparc de Sitia, est d'éclairer les phénomènes de conflit. Dans notre cas, l'analyse a rendu la situation bien plus complexe qu'une opposition clairement définie autour d'un axe unique, mais il était important que cette complexité elle-même soit exprimée et partagée entre les participants.
- 59 Dans les débats sur le paysage, il y a fréquemment un conflit apparent entre ceux qui s'intéressent à la nature et ceux qui s'intéressent à la société. La nature a souvent été dépeinte et présentée à travers une lentille romantique dans laquelle l'homme et la nature sauvage s'opposent (Cronon, 1996). Cette interprétation, bien que caricaturale et simpliste, a conduit de nombreuses personnes à Sitia à percevoir la communauté comme divisée entre ceux que l'on pourrait caractériser comme écoguerriers, qui entravent l'emploi, et ceux que ces derniers dénoncent comme capitalistes et traîtres à leur patrie, qui sacrifient et donnent la terre à des intérêts financiers étrangers, détruisent le paysage naturel et gaspillent des ressources précieuses. En période de crise économique, où l'emploi est rare et où la région connaît un dépeuplement et un abandon rapides, ces arguments sont porteurs de tensions considérables. Certains élèves ont fait référence à cette tension dans leurs dissertations, en déclarant par exemple que « la dispute doit cesser » ou encore : « si nous voulons progresser, nous devons nous unir et trouver une solution commune ».
- 60 Mais cette ligne de conflit entre les promoteurs du développement économique (à travers le tourisme et la production d'énergie renouvelable) et les défenseurs de la protection des sites et des paysages naturels a croisé un autre clivage. La protection du patrimoine naturel ou culturel (sites Natura 2000, sites archéologiques...) n'a en effet pas seulement été critiquée par les partisans des grands projets de développement. Ces zones protégées ont été perçues par beaucoup comme réduisant les possibilités de développement, expliquant l'essor touristique limité de la région. Certains y ont vu un accaparement de terres, et ont décrit cette situation comme une injustice équivalente à l'utilisation de terres pour des éoliennes ou des terrains de golf. La désignation en 2006 d'une zone protégée Natura 2000 comprenant le village de Palaikastro illustre cette

situation. Comme l'a déclaré une des personnes interrogées, « en raison de la désignation de la zone Natura 2000 [...], vous ne pouviez même pas ouvrir une boulangerie dans le village sans un permis spécial », ce qui a suscité un grand sentiment d'injustice. De même, bien que le géoparc compte plus de 400 grottes, et ait pour vocation de développer un tourisme durable autour des sites identifiés, aucune d'entre elles ne peut être légalement visitée en raison de restrictions archéologiques, et cette attraction touristique potentielle ne peut donc pas être utilisée par les habitants.

- 61 Bien que les deux perceptions des injustices paysagères puissent sembler représenter des côtés complètement opposés du spectre, une analyse de leurs mécanismes révèle de nombreuses similitudes, qui sont toutes fondées sur un sentiment commun de dépossession des terres.
- 62 On peut ainsi discerner trois postures au sein de la société locale : les deux positions qui structurent explicitement la controverse locale, à savoir les écoguerriers, d'une part, et les promoteurs d'un développement intensif (autour de grands projets d'aménagement), d'autre part, mais aussi un troisième pôle plutôt incarné par les petites entreprises locales, porteuses d'un tourisme alternatif et de productions de terroir. Ce pôle-là aspire à un développement que les acteurs locaux seraient en mesure de porter et de piloter ; et il voit dans les démarches de protection comme dans les grands projets d'infrastructures des formes similaires de dépossession. La perte du paysage est ici aussi bien symbolique, juridique que physique : une perte de sens du paysage, une disparition des droits (de propriété, mais aussi de pacage), une restriction des usages de l'espace.
- 63 L'analyse des injustices paysagères peut ainsi donner de la clarté aux intérêts opposés qui structurent et parcourent la communauté locale, révélant sa complexité intrinsèque. Cela permet d'identifier plus précisément ce qui est en jeu dans les débats locaux en matière d'intérêts et de groupes structurés ou de rapports de force, mais aussi en matière d'aspirations et d'influence potentielle.

Conclusion

- 64 Notre objectif initial était d'informer le processus de décision local avec des vues plus complexes et plus complètes des demandes et aspirations des parties prenantes. Dans une communauté manifestement polarisée, il est apparu que les différentes positions devaient être mises sur la table, et nous avons pensé que les injustices paysagères étaient une entrée pertinente pour identifier et expliciter ces positions contradictoires.
- 65 Dans le cas de Sitia, les injustices paysagères ont joué un rôle central dans la polarisation de la communauté locale. Le résultat le plus surprenant de notre recherche est précisément que les personnes qui s'opposent dans les débats locaux partagent un cadre commun d'analyse de leur situation, vue comme une dépossession de leurs terres – que ce soit par des projets de développement ou par la protection du patrimoine. Mais, de manière plus générale, l'analyse des injustices paysagères révèle les dimensions politiques sous-jacentes du paysage.
- 66 Les injustices paysagères sont à la croisée des questions de paysage et de distribution sociale des richesses et des ressources, ces deux dimensions étant elles-mêmes associées aux relations de pouvoir et aux valeurs symboliques et sociales. Leur analyse suppose un examen dynamique et panoptique, intégrant différentes dimensions

temporelles et spatiales, ainsi que la prise en compte simultanée des usages actuels et futurs des paysages, comme des avantages et des préjudices escomptés des changements projetés.

- 67 La mise au jour des injustices paysagères offre une base pour un débat renouvelé au sein de toute communauté locale. L'évolution des pratiques d'aménagement et des processus de décision suppose un changement dans l'influence accordée respectivement aux personnes ou aux groupes locaux. Il est peu probable que cela se fasse spontanément et sans heurts. En outillant la compréhension claire des forces politiques, des dynamiques en cours et des changements potentiels des paysages, le débat sur les injustices paysagères ouvre une voie.

BIBLIOGRAPHIE

- Blatrix, C., « Des sciences de la participation : paysage participatif et marché des biens savants en France », *Quaderni*, n° 79, 2012, p. 59-80.
- Blondiaux, L., « Démocratie délibérative vs. démocratie agonistique ? Le statut du conflit dans les théories et les pratiques de participation contemporaines », *Raisons politiques*, n° 30, 2008, p. 131-147.
- Biassoulis, H., « Sorry Golfers, This is not your spot! Exploring Public Opposition to Golf Development », *Journal of sport and social issues*, vol. 34, n° 3, 2010, p. 288-311.
- Buono, F., Pediaditi, K., & Carsjens, G., « Local Community Participation in Italian National Park Management: Theory versus Practice », *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 14, n° 2, 2012, p. 189-208.
- Calderon, C., « Unearthing the political: differences, conflicts and power in participatory urban design », *Journal of Urban Design*, vol. 25, n° 1, 2020, p. 50-64.
- Calderon, C., & Butler, A., « Politicising the landscape: a theoretical contribution towards the development of participation in landscape planning », *Landscape Research*, vol. 45, n° 2, 2020, p. 152-163.
- Cherqui, A. et Bombenger, P. H., « La transition énergétique à travers le prisme des espaces de vie. Les dynamiques de recadrages cognitifs autour de projets éoliens en Suisse occidentale », *Lien social et politiques*, n° 82, 2019, p. 96-117.
- Clausen, L. T., « No interest in landscape? The art of nonparticipation in Danish landscape planning », *Landscape Research*, vol. 42, n° 4, 2017, p. 412-423.
- Cronon, W. (dir.), *Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, Norton & Co., 1996.
- Dalglis, C., Leslie, A., Brophy, K., & Macgregor, G., « Justice, development and the land: the social context of Scotland's energy transition », *Landscape Research*, vol. 43, n° 4, 2018, p. 517-528.
- Dalglis, C., *Landscape Justice*, URL : <https://www.communitylandscotland.org.uk/wp-content/uploads/2017/09/Landscape-justice.pdf>, 2017.

- Dalglisch, C., « Archaeology and landscape ethics », *World Archaeology*, vol. 44, n° 3, 2012, p. 327-341.
- Faburel, G. et Chevallier, K., « L'intérêt des expérimentations participatives pour les savoirs de l'environnement et des paysages. Le cas des grands projets d'équipement », *Lien social et politiques*, n° 73, 2015, p. 95-115.
- Gailing, L. et Leibenath, M., « Political landscapes between manifestations and democracy, identities and power », *Landscape Research*, vol. 42, n° 4, 2017, p. 337-348.
- Gerber, J.-D. et Hess, G., « From landscape resources to landscape commons: focusing on the non-utility values of landscape », *International Journal of the Commons*, vol. 11, n° 2, 2017, p. 708-732.
- Godbout, J., *La Participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, coll. « Pratiques sociales », 1983.
- Hillier, J., « Agon'izing over consensus: Why habermasian ideals cannot beReal », *Planning Theory*, vol. 2, n° 1, 2003, p. 37-59.
- Jorgensen, A., « Editorial 2016: landscape justice in an Anniversary year », *Landscape Research*, vol. 41, n° 1, 2016, p. 1-6.
- Korfiati, I. P., « Classifying Like a State: Land Dispossession on Eastern Crete's Contested Mountains », *Antipode*, vol. 52, n° 5, 2020, p. 1331-1350.
- Korfiati, I. P., « Regimes of Land Dispossession, Crisis, and Uneven Development on Crete's contested Edge », PhD dissertation, The University of Edinburgh, 2019.
- Light, A., « Contemporary environmental ethics from metaethics to public philosophy », *Metaphilosophy*, vol. 33, n° 4, 2002, p. 426-449.
- Lowenthal, D., « Living with and looking at landscape », *Landscape Research*, vol. 32, n° 5, 2007, p. 635-656.
- Luginbühl, Y. (dir.), *Biodiversité, paysage et cadre de vie. La démocratie en pratique*, Paris, Victoires Éditions, 2015.
- Mitchell, D., « New axioms for reading the landscape: paying attention to political economy and social justice », dans Wescoat, J. L. et Johnston, D. M. (ed.), *Political Economies of Landscape Change*, Berlin, Springer, 2008, p. 29-50.
- Mueller, L., Eulenstein, F., Mirschel, W., Antrop, M., Jones, M., et al., « Landscapes, Their Exploration and Utilisation: Status and Trends of Landscape Research », dans Mueller, L. et Eulenstein, F. (ed.), *Current Trends in Landscape Research*, Berlin, Springer, 2019, p. 105-164.
- Nadaï, A. et Labussière, O., « Communs paysagers et devenirs éoliens opposés », *Projets de paysage*, n° 10, août, 2014, URL : <http://journals.openedition.org/paysage/11668> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.11668>
- O'Connor, J. R. (dir.), *Natural causes. Essays in ecological Marxism*, New York, Guilford Press, 1998.
- Olwig, K. R., « The practice of landscape "Conventions" and the just landscape: The case of the European Landscape Convention », *Landscape Research*, vol. 32, n° 5, 2007, p. 579-594.
- Olwig, K. R., et Mitchell, D., « Justice, power and the political landscape: from American space to the European Landscape Convention: introduction to a special issue », *Landscape Research*, vol. 32, n° 5, 2007, p. 525-531.
- Pediaditi, K., « Report on Results of LRG 2017 research project », Sitia Geopark official website, 2020, URL : www.sitia-geopark.gr

Rackham, O., et Moody, J., *The making of the Cretan landscape*, Manchester University Press, 1996.

Schusler, T., Daniel, J. D., et Max, J. P. « Social Learning for Collaborative Natural Resource Management », *Society & Natural Resources*, vol. 16, n° 4, 2010, p. 309-326.

Setten, G., et Brown, K. M., « Landscape and social justice », dans Howard, P., Thompson, I. et Waterton, E. (ed.), *The Routledge Companion to Landscape Studies*, London et New York, Routledge, 2012, p. 243-252.

Walker, P. et Fortmann, L., « Whose landscape? A political ecology of the “exurban” Sierra », *Cultural geographies*, vol. 10, 2003, p. 469-491.

Wylie, J., *Paysage. Manières de voir* (2007), Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 2015.

NOTES

1. L'ensemble des traductions en français des citations originales en anglais est de notre fait.
2. La notion de valeurs du paysage a été particulièrement développée dans les approches patrimoniales, aboutissant à des grilles formelles d'appréciation. Il s'agit plutôt ici de repérer les valeurs attribuées au paysage par les acteurs eux-mêmes. Voir par exemple Gerber et Hess (2017).
3. Les opposants au projet ont lancé en 2008 une pétition en ligne, qui présente leurs arguments : <https://www.thepetitionsite.com/fr-fr/1/Save-the-Cretan-landscape/>
4. Les résultats complets de l'enquête sur les communautés locales et la description des méthodes de collecte et d'analyse des données sont disponibles par ailleurs (Pediaditi, 2020).
5. Les ¾ des villages – échelons territoriaux de base – du géoparc étaient représentés dans l'échantillon.
6. Dans la suite du texte, le terme « parties prenantes » désigne ces représentants politiques ou membres d'associations ayant participé aux entretiens ou aux ateliers.
7. Un appel ouvert à tous les habitants pour participer à une enquête en ligne a été lancé par le biais de la presse et de l'Internet, mais cette option a été abandonnée au vu du faible nombre de réponses.
8. Dans le cas de Sitia, cette polarisation préalable rendait plausible la formation de jugements relatifs aux paysages et aux actions y afférant.
9. Laura Tolnov Clausen (2017) relate des observations similaires, débouchant sur la non-participation.

RÉSUMÉS

La prise en compte des dimensions politiques du paysage et l'aspiration à une gestion et un aménagement démocratiques du paysage soulèvent le problème des injustices paysagères. Cet article entend explorer ce concept, qui recouvre à la fois des dimensions d'accès au paysage et de participation à son aménagement et à sa gestion. Il propose un cadre d'analyse de ces injustices, qui est ensuite appliqué au géoparc de Sitia, en Crète. Dans une démarche de recherche-action en appui à l'équipe du géoparc, différentes méthodes qualitatives (entretiens avec les parties prenantes, expression des jeunes scolarisés, ateliers ouverts aux habitants...) ont fondé l'identification d'injustices paysagères. L'examen des perceptions des injustices paysagères

exprimées par les habitants permet d'y reconsidérer la polarisation conflictuelle de la société locale. Le clivage entre partisans des projets massifs de développement mis en œuvre sur le territoire (installations d'énergies renouvelables et complexe touristique) et leurs opposants se double d'une autre ligne de fracture, qui recouvre un sentiment de dépossession du paysage, visant aussi bien ces projets de développement que les dispositifs de protection patrimoniaux.

Considering the political dimensions of the landscape and people's aspiration for democratic landscape management and planning raise the issue of landscape injustices. This article explores this concept, which covers the dimensions of access to the landscape and participation in its planning and management. It proposes a framework for analysing such injustices which is then applied to the Sitia Geopark in Crete. In an action-research project in support of the geopark team, various qualitative methods (interviews with stakeholders, the perspective of schoolchildren, workshops with the inhabitants, etc.) were used to identify landscape injustices. The examination of the perceptions of landscape injustices expressed by the inhabitants allows us to shed new light on polarisation and conflict in a local community. The divide between the supporters and opponents of the massive development projects implemented in the area (renewable energy installations and a tourist complex) is coupled with another fault line, which includes a feeling of being dispossessed of the landscape and concerns these development projects as well as heritage protection measures.

INDEX

Keywords : landscape injustices, local conflicts, controverses, geopark, development projects, feeling of dispossession

Mots-clés : injustices paysagères, conflits locaux, controverses, géoparc, projets de développement, sentiment de dépossession

AUTEURS

PATRICK MOQUAY

Patrick Moquay est professeur en sciences humaines et sociales à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles-Marseille et directeur du Laboratoire de recherche en projets de paysage (Larep).

p.moquay[at]ecole-paysage[dot]fr

KALLIOPE PEDIADITI

Docteure en génie environnemental, Kalliope Padiaditi est consultante et chercheuse en évaluation environnementale et soutenabilité. Elle est aujourd'hui en charge des projets européens et internationaux à l'université de Toulon.

kalliapediaditi[at]gmail[dot]com